



**RESEAU D'ORGANISATIONS DES DROITS HUMAINS ET  
D'ÉDUCATION CIVIQUE D'INSPIRATION CHRÉTIENNE  
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
RODHECIC**

---

**REVUE DE PRESSE SUR LA VIOLENCE ARMÉE EN RDC  
Juillet – Août 2008**

**Le palmarès du 2 juillet 2008 n°4269**

***FIZI : la population a dénoncé des exactions dans la presqu'île d'Ubwari.***

Le chef de groupement Babwari, Monsieur Nilingita Mvano, s'est réfugié à baraka depuis 2 jours avec une vingtaines de ménages pour fuir les exactions perpétrées par les Mai mai, présumés du groupe Yakutumba.

En effet, ces villageois ont été visités à trois reprises en moins d'une semaine et depuis, près de 80 % des habitants de ces 5 villages constituant la presqu'île passent la nuit dans la brousse. Notons aussi que quatre personnes ont été enlevées puis relâchées et plusieurs biens et de l'argent emportés. Le chef de groupement réclame l'envoi d'une force pour sécuriser la population.

***Sud-Kivu : Des militaires protestent contre le manque de nourriture***

Des soldats de la 14<sup>e</sup> brigades des FARDC ont tiré des coups de feu en l'air toute la nuit de jeudi à vendredi à Kabare pour protester contre le manque de nourriture, a-t-on appris des sources locales. En effet, après plusieurs jours sans rations alimentaires, les soldats ont commencés à tirer vers 20 h 00. S'était à Kabare. Une partie de la population avait fui le lieu pour se réfugier dans la commune de Bagira, à une quinzaine de kilomètre de Kabare, témoignage du curé Emmanuel Musoda.

Cette brigade de plus de 3000 hommes qui a combattu en 2007 sur les fronts du Nord-Kivu et qui est positionné depuis début 2008 à Kabare ce plaint régulièrement de leurs conditions de vie et refusent de gagner leur nouvelle affection dans le territoire de Fizi tant que leur situation ne s'améliorera pas. Notons que le 13 juin, trois soldats avaient été tués lors d'un échange de tir entre les soldats de la 14<sup>e</sup> brigade, divisés sur la question de leur redéploiement.

**La Prospérité, 07-07-2008**

***L'assassinat du député Daniel Boteti***

Trop, c'est trop. L'insécurité a atteint son stade suprême à Kinshasa et dans les principaux centres névralgiques du pays. Daniel Boteti, Vice-Président de l'Assemblée Provinciale de Kinshasa, a été assassiné, ce dimanche 6 juillet, dans la fourchette de deux à trois heures du matin. Au fait, la question de l'insécurité demeure une affaire récurrente, à Kinshasa et en provinces.

Monsieur Daniel Boteti revenait d'une fête de mariage de deux enfants Endundo et Mokolo qui s'était unis pour le meilleur et le pire, le samedi 5 juillet. Sur son chemin de retour, il est tombé dans une embuscade, aux environs de l'avenue de la Montagne entre les avenues Nguma et Haute Tension, dans la commune de Ngaliema. A environ quinze mètres, il a attrapé une balle qui, finalement, l'a emporté dans l'au-delà. Déjà, dans la voiture, il avait encaissé une première balle, au bras, raconte-t-on.

---

**Adresse**

Immeuble « Le Royal », local 204, ☎ 0812168750, 099905272

E-mail : [rigomin@ic.cd](mailto:rigomin@ic.cd), Site : [www.rodhecic.org](http://www.rodhecic.org)

**KINSHASA-GOMBE**

## Patient Ndoole/Journal du Citoyen

### *Minembwe sous le choc, des civils tués ...*

A Minembwe, au Sud-Kivu, la population est encore sous le choc.

1. Il y a 4 jours, 2 mamans du village de MIKENKE accompagnées de 2 enfants ont été sauvagement abattues à quelques mètres d'une position de FARDC à RWITSANKUKU, alors qu'elles revenaient d'un mariage dans le moyen plateau. Leurs corps ont été éventrés et les cœurs soutirés par leurs bourreaux. Précisons que parmi ces victimes, il y avait un bébé de 9 mois et un jeune garçon de 10 ans. Cette information a été confirmée et diffusée par la radio Okapi et beaucoup d'organisations de défense des droits de l'homme.

2. Il y a 2 semaines, le garde de corps du Major Santos, sur ordre de son chef, a fait un kidnapping d'une jeune fille du nom de Yvette Sekanyuzi, en vue d'un mariage forcé ou par rapt qui n'est autre chose qu'un viol. Huit personnes ont participé à cette opération macabre à la tête desquelles deux capitaines à savoir, SEBAGABO et BISE TSA, et cinq soldats dont GATEZI, BIRORI, MUHOZI, GATUTSI et RUGARURA et un civil du nom de MWIZERWA RUTABARA qui, curieusement, est celui qui aurait tiré sur la victime. Le frère de la victime du nom de SEKANYUZI Pilote qui voulait voler au secours de sa sœur, a été fauché par une rafale des balles qui lui occasionnèrent des blessures mortelles. Il a été acheminé à l'hôpital de référence d'Uvira par l'avion de la Monuc, mais hélas ! il succombera à l'hôpital même, 2 jours après. Ce qui est étonnant est que ni l'auteur du crime, ni son chef le major Santos qui a commandité cet acte, personne n'est inquiété et jusqu'à ce jour, les deux circulent librement, alors que l'affaire a été portée à la connaissance des instances hiérarchiques et judiciaires de l'armée, y compris la Région militaire du Sud-Kivu.

3. Il y a 2 mois, un pasteur du nom de GAHUNGU RUGABA du village de MURAMBYA a été lâchement abattu par les mêmes éléments indisciplinés des forces de l'armée, alors qu'il gardait son troupeau à quelques Kilomètres de son village. Son corps criblé des balles a été retrouvé 3 jours plus tard gisant dans la forêt de GAFINDA.

4. Dans le village de KAHWERA, à près de 10 Kms du centre de Minembwe, 2 jeunes filles respectivement de 8 et de 10 ans ( NANGORE ET MUKESHA) ont été violées par les hommes en uniforme. Les auteurs de cette ignoble action sont dans la libre circulation, bien que connus et bien identifiés.

5. Une jeune dame du nom de NABIKUNDWA a été cruellement violée dans le village de RUGEZI. Agonisant, elle fut acheminée au centre de santé de Minembwe pour les premiers soins d'urgence, puis à BUJUMBURA. Les auteurs de ce forfait, au lieu d'être arrêtés, ont été permutés d'une position à une autre dans le même milieu. Révoltées par la prolifération de ces actes combien criminels, les femmes de Minembwe ont organisé une marche pacifique de protestation pour exprimer leur désarroi auprès du Commandant de Brigade de la place ; le même major Santos faisant alors fonction de Cmdt de Brigade ordonnera une répression violente contre cette marche. Des balles crépitèrent et les femmes furent sérieusement tabassées. Trois d'entre elles furent grièvement molestées et blessées. Même les forces de la Monuc de Minembwe ont assisté impuissamment à ce spectacle désolant.

Tels sont les cas récents des exactions et tueries que subit la population des hauts plateaux et qui prouvent à quel point MINEMBWE est devenu invivable. Ces cas viennent s'ajouter à une longue liste des traitements dégradants dont sont victime les populations qui vivent en milieux ruraux, précisément à MINEMBWE.

### *Des incertitudes quant à l'avenir.*

De ce tableau combien sombre, il y a lieu de se poser un certain nombre de questions. : Jusque quand l'impunité sera-t-elle tolérée dans ce pays ? Où est l'autorité de l'Etat en RDC, spécialement à Minembwe ? Qui protège ces intouchables qui causent mort et désolation au sein des populations ? Y a-t-il un délit aussi fort que le meurtre ?

---

### Adresse

Immeuble « Le Royal », local 204, ☎ 0812168750, 099905272

E-mail : [rigomin@ic.cd](mailto:rigomin@ic.cd), Site : [www.rodhecic.org](http://www.rodhecic.org)

**KINSHASA-GOMBE**

Il convient de souligner que le colonel Muheto et le major Santos sont à Minembwe depuis bientôt 10 ans et sont devenus inamovibles comme des chefs coutumiers à la seule différence qu'ils tuent, arrêtent, violent, jugent et condamnent et ne sont jamais passés par le brassage.

Un cri de détresse est lancé par la population de Minembwe au Gouvernement, plus précisément à la justice militaire pour que tous les auteurs de ces actes soient punis conformément à la loi.

### *Pillage des troupeaux par le CNDP*

On nous a signalé que les militaires du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) de Laurent Nkunda se sont emparés des pâturages et du bétail du Masisi. Travailleurs et propriétaires n'y ont plus accès et se retrouvent au chômage. Sur les marchés, les produits laitiers et la viande sont de plus en plus chers. Au sortir de la localité de Sake, des chaînes de collines surplombent la route boueuse, difficilement praticable, qui va de Goma à Masisi. De longues herbes poussent sur les espaces verts qui servaient naguère de pâturages à des milliers de têtes de bétail. Depuis décembre dernier, en effet, la guerre entre les militaires du CNDP de Laurent Nkunda et les éléments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) n'a pas seulement **déplacé de très nombreuses personnes**. Les militaires des deux camps se sont accaparés le bétail et ont pillé toutes les récoltes qu'ils ont trouvées dans les plantations.

Les hommes de Laurent Nkunda, qui ont fini par prendre le dessus, ont récupéré les vaches abandonnées par leurs propriétaires dans les pâturages. " Ils se sont emparés de tous les animaux. Vaches, chèvres, moutons, porcs... tous ont été emportés, explique Wetemwami Mwamba, activiste de la Société civile à Sake. Aucun pâturage n'a été épargné, excepté ceux des proches du mouvement de Laurent Nkunda.

Aujourd'hui, un grand nombre de troupeaux sont concentrés dans les localités de Kiorlirwe et Kichanga, contrôlées par le CNDP. Les quelques rares fermiers locaux qui demeurent sur leurs terres ont été contraints de confier le reste de leurs troupeaux à Laurent Nkunda pour que ses hommes en assurent la sécurité. En échange, ils doivent payer cette garde chaque semaine en nature et en argent à des coûts qui varient selon les besoins de ce mouvement.

### Des militaires pour garder les troupeaux.

Arme à la main, en tenue militaire, Patrick B. est assis sur un tronc d'arbre à l'entrée d'une ferme à Kiorlirwe. " Nous sommes ici pour assurer la garde de toutes ces vaches que vous voyez ", dit-il, bien qu'il ne sache pas à qui elles appartiennent. A l'intérieur de la ferme, des dizaines d'autres militaires, bâton en main, courent derrière les vaches pour les amener à la rivière.

A une quinzaine de kilomètres de là, cinq militaires stationnent à l'entrée d'une autre ferme. A l'intérieur, près d'une dizaine de personnes en tenue civile conduisent le troupeau. " Ce ne sont pas des civils, affirme une habitante qui attend de s'approvisionner en lait. Tous sont des militaires, malgré leur tenue ". Dans ces pâturages, seuls les hommes de Laurent Nkunda peuvent faire paître les troupeaux.

Dans la seule contrée de Mushaki, près de trois cents personnes se retrouvent de ce fait au chômage. " Depuis le mois de décembre 2007, avec douze de mes collègues, nous sommes sans travail les sept cents vaches et porcs qui étaient gardés dans notre pâturage ont été emportés en partie par les FARDC, le reste par les éléments du CNDP ", témoigne un ancien de la ferme de Matanda, sur la route Sake-Masisi. " Aujourd'hui, ajoute-t-il, je vis dans le camp de déplacés de Mugunga, je ne fais plus rien et mes enfants ne sont plus scolarisés ".

### Lait et viande plus chers

Depuis ces affrontements, produits laitiers et viande deviennent de plus en plus rares sur les marchés de Sake et de Mushaki. " Les hommes de Laurent Nkunda contrôlent et réglementent tout, jusqu'à la commercialisation de la viande et des produits laitiers. Très peu de bouchers ont accès à cette zone pour y acheter de la viande. Seuls des vendeurs favorables au CNDP peuvent y acheter du lait et le revendre à Sake et à Goma ", explique Wetemwami Mwamba.

### Adresse

Immeuble « Le Royal », local 204, ☎ 0812168750, 099905272

E-mail : [rigomin@ic.cd](mailto:rigomin@ic.cd), Site : [www.rodhecic.org](http://www.rodhecic.org)

**KINSHASA-GOMBE**

Le prix de 5 litres de lait frais est passé de 400 à 1.000 Fc (de 0,72 à 1,82 \$) et un kilo de viande de 1.200 à 2.200 Fc (de 2,2 à 4 \$). « Avant, j'achetais 50 à 100 litres de lait frais par jour, affirme une commerçante de Goma. Aujourd'hui trouver 40 litres est devenu un exploit ». A la Société d'abattage de Goma « Gabago », « les vaches se font rares ». « L'an dernier » on en abattait près d'un millier par Semaine. Aujourd'hui trois fois moins », précise une bouchère au marché de Goma.

## Human Rights Watch

### *RD Congo : L'accord de paix n'a pas mis fin aux meurtres de civils*

#### *Six mois après l'accord de Goma, meurtres, viols et pillages se poursuivent*

(Bruxelles, le 21 juillet 2008) – Dans la province du Nord-Kivu située dans l'est de la République démocratique du Congo, les meurtres et les viols de civils se poursuivent à un rythme effroyable en dépit de l'accord de paix signé il y a six mois, a déclaré Human Rights Watch. L'accord était censé mettre un terme à ces attaques.

Lors d'une mission de 10 jours effectuée récemment dans les territoires les plus touchés de Masisi et de Rutshuru, dans l'est du Congo, les chercheurs de Human Rights Watch ont recueilli des informations sur plus de 200 meurtres de civils et le viol de centaines de femmes et de filles commis depuis janvier par tous les groupes armés, y compris les soldats de l'armée congolaise.

« **Six mois après la signature de l'accord de paix, la situation des droits humains n'a connu aucune amélioration et en fait dans certaines zones, elle s'est détériorée** », a expliqué Anneke Van Woudenberg, chercheuse principale à la division Afrique de Human Rights Watch. « Alors que les parties à l'accord de paix assistent aux négociations à Goma, leurs troupes continuent de tuer, de violer et de piller les civils. » . . .

L'accord n'a pas mis fin aux combats. Les fonctionnaires des Nations Unies ont relevé quelque 200 violations du cessez-le-feu depuis le 23 janvier. Il s'agit en majorité d'incidents opposant les forces du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) du général rebelle Laurent Nkunda à une coalition informelle de combattants provenant des Mai Mai Mongols, des Coalition Patriotes résistants congolais (PARECO) et des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé rwandais dont les dirigeants ont participé au génocide au Rwanda en 1994. Les FDLR ne sont pas signataires de l'accord de Goma. . .

La plupart des violations les plus graves des droits humains ont été perpétrées à l'intérieur ou autour du groupement Bukombo, dans la partie ouest de Rutshuru, où quelque 150 civils ont été tués entre février et mai 2008. Les combattants des PARECO et des Mai Mai Mongols, dont beaucoup sont sans entraînement et mal équipés, ont contrôlé la zone de décembre à mars, avec le soutien des combattants des FDLR. Selon des dizaines de personnes interrogées par Human Rights Watch, les combattants ont à maintes reprises opéré des incursions dans des villages à la recherche de bétail, de chèvres et d'autres biens, violant des femmes et des filles et tuant les civils qui s'opposaient à leurs activités ou qu'ils accusaient de collaborer avec leurs ennemis. . .

En mars et avril, des combattants du CNDP ont lancé une offensive militaire afin de déloger les combattants des PARECO et des Mai Mai Mongols du groupement Bukombo, tuant une centaine de civils en faisant feu au hasard sur plus d'une douzaine de villages. Selon les informations recueillies par Human Rights Watch, bon nombre des tués étaient des personnes âgées ou très jeunes qui n'avaient pas été en mesure de fuir avant les attaques.

Les combattants du CNDP ont également exécuté sommairement des civils qu'ils accusaient d'être des combattants des PARECO. Le 20 avril, dans le village de Gashavu, des combattants du CNDP ont arrêté et attaché quatre hommes et un garçon de 12 ans et les ont ensuite battus à mort à coups de gourdins. Six autres civils ont été enlevés, dont une femme et une fille de 15 ans. Plusieurs ont été libérés par la suite.

---

### Adresse

Immeuble « Le Royal », local 204, ☎ 0812168750, 099905272

E-mail : [rigomin@ic.cd](mailto:rigomin@ic.cd), Site : [www.rodhecic.org](http://www.rodhecic.org)

**KINSHASA-GOMBE**

Ces affrontements et d'autres accrochages plus récents à Kirumbu, Busoro et Busiye dans le territoire de Masisi, où le CNDP s'oppose aux combattants des PARECO et des FDLR, sont responsables du déplacement massif de civils depuis janvier et de la détérioration de la situation humanitaire. Au Nord-Kivu, près de 100 000 personnes ont été forcées de fuir depuis la signature de l'accord de paix, s'ajoutant aux 750 000 déplacés des combats antérieurs.

En dépit des affrontements actuels, certains combattants ont répondu à l'appel lancé pour déposer les armes. En mai, des centaines de combattants des Mai Mai Mongols se sont rendus, dont 334 dans la ville de Bambu, demandant d'être incorporés dans l'armée congolaise. Mais les autorités gouvernementales congolaises ont omis de répondre rapidement à leur demande et à la date du 10 juillet, au moins 94 combattants étaient partis ; certains seraient retournés au combat.

Dans le cadre des hostilités en cours, les groupes armés ont continué de recruter activement des combattants, dont certains ont été forcés de prendre les armes.

Les casques bleus de l'ONU – plus de 5 000 sont déployés au Nord-Kivu – ont tenté de pénétrer dans les zones tampons entre les factions belligérantes mais ils étaient disséminés et ont essuyé des tirs. Le 23 avril, lors d'attaques du CNDP dans le groupement Bukombo, un casque bleu de l'ONU a été blessé, ce qui a débouché sur leur retrait de la zone. Le 11 juin, sans trop prévenir, les forces de maintien de la paix de l'ONU se sont retirées de Misinga, une zone tampon cruciale entre les combattants du CNDP et ceux des PARECO, laissant sans protection des centaines de civils qui avaient cherché à se mettre à l'abri autour de la base de l'ONU. Des témoins interrogés par Human Rights Watch ont expliqué que les combattants des FDLR et des PARECO avaient attaqué peu après le départ des Nations Unies, tuant au moins un civil et provoquant de nouveaux déplacements de la population.

Jean a confié à Human Rights Watch qu'en avril, il avait fui son village de Machumbi, dans le territoire de Masisi, après que des combattants des PARECO eurent tué sa femme sous ses yeux. « Ils nous ont attachés et ont exigé tout notre argent et nos cochons. » se rappelle Jean. « Ma femme a refusé de leur montrer où elle avait caché les cochons et ils l'ont frappée avec un gourdin et lui ont asséné des coups jusqu'à ce qu'elle meure. » Jean, dont le père avait été tué en janvier, est parvenu à s'enfuir avec ses cinq enfants jusqu'au camp de Misinga, proche d'une base des forces de maintien de la paix de l'ONU, où il pensait être en sécurité. En juin, l'ONU a quitté la zone, le forçant à prendre de nouveau la fuite.

Les fonctionnaires de l'ONU en charge des droits humains ont recueilli des informations sur un grand nombre de ces exactions mais ils ne les ont ni publiées, ni mises à la disposition des facilitateurs internationaux des États-Unis, de l'Union européenne et de l'Union Africaine qui sont responsables de faciliter le processus de paix. En juin, les diplomates et les responsables du gouvernement congolais ont accepté de nommer un conseiller spécial sur les droits humains pour l'Est du Congo mais ce poste n'a pas encore été pourvu.

« Le processus de paix est dénué de sens s'il failit à protéger les civils contre les pires exactions », a souligné Anneke Van Woudenberg. « Les parties à l'accord de paix devraient être fidèles à leur engagement de protéger les civils et les diplomates devraient nommer de toute urgence un conseiller spécial sur les droits humains pour faire en sorte que ces engagements deviennent réalité. »

**Pour d'autres témoignages de témoins et de victimes du Nord-Kivu (en anglais), veuillez consulter :**

<http://hrw.org/english/docs/2008/07/18/congo19395.htm>

**Pour lire le rapport publié par Human Rights Watch en octobre 2007, « Nouvelle crise au Nord-Kivu », veuillez consulter :**

<http://hrw.org/french/reports/2007/drc1007/>

Secrétariat du Rodhecic

---

#### Adresse

Immeuble « Le Royal », local 204, ☎ 0812168750, 099905272

E-mail : [rigomin@ic.cd](mailto:rigomin@ic.cd), Site : [www.rodhecic.org](http://www.rodhecic.org)

**KINSHASA-GOMBE**